

CONCLUSIONS

1. Comme il avait été relevé dans les deux rapports précédents, qui portaient sur les années 2002-2003 et 2004-2005, les chiffres des interruptions de grossesse fournis à la Commission concernant les années 2006-2007 doivent être corrigés. Si, du nombre total des interruptions volontaires de grossesse pratiquées en Belgique (1), on déduit le nombre de femmes domiciliées à l'étranger qui font pratiquer une interruption de grossesse dans notre pays (2) et si on y ajoute le nombre de femmes belges et luxembourgeoises qui la font pratiquer aux Pays-Bas (3) ainsi que le nombre des déclarations introduites trop tard (4) et qui ne sont donc pas reprises dans les tableaux de la première partie, on obtient les résultats suivants:

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
(1)	10.380	10.737	11.243	12.628	12.666	11.999	12.734
(2)	-163	-216	-188	-275	-253	-240	-354
(3)	+2.794	+2.314	+2.247	+2.019	+1.813	+1.567	+1.557
(4)	+463	+380	+96	+161	+31	+256	+0
	13.474	13.215	13.398	14.533	13.857	13.582	13.937

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
(1)	13.762	14.775	14.791	15.595	16.024	16.696	17.640	18.033
(2)	-340	-353	-414	-349	-392	-295	-296	-314
(3)	+1.473	+1.334	+1.224	+1.091	+984	+913	+857	+851
(4)	+28	+422	+115	+370	+316	+553	0	+135
	14.923	16.178	15.716	16.707	16.932	17.867	18.201	18.705

2. Pour des raisons multiples qui ont varié dans le temps, les chiffres contenus dans le présent rapport, comme ceux contenus dans les rapports précédents, ne sont pas d'une précision scientifique.

En effet:

- pour des raisons qui demeurent inexpliquées, il y a des différences de nombre entre les déclarations d'IVG faites par les médecins, établies individuellement, et les rapports annuels des institutions au sein desquelles ces médecins pratiquent leur art;
- la Commission est sans pouvoir pour vérifier si les données communiquées par les médecins et par les institutions correspondent à une réalité scientifiquement établie; elle est même sans pouvoir pour vérifier si les documents qui lui sont communiqués ont été correctement remplis; et elle n'a pas davantage le pouvoir d'exiger d'une institution ou d'un médecin qu'ils fassent des déclarations. Bref, la Commission est complètement tributaire des données qui lui sont fournies.

3. Que ce soit en données brutes (tableau 1.A.1 de la première partie) ou endonnées corrigées (cfr. ci-dessus), le nombre total des interruptions volontaires de grossesse communiquées à la Commission a continué à augmenter en 2006 et 2007 par rapport aux années précédentes.

Il faut observer à cet égard qu'en 2006, un nouvel hôpital - c'est-à-dire un hôpital qui n'avaient communiqué aucune donnée jusque là - a fait des déclarations pour un total de 25 interruptions de grossesse et qu'en 2007, une maternité nouvelle a transmis deux formulaires. Ces deux établissements sont francophones. Ceci montre bien que, si la statistique des IVG fait apparaître une croissance numérique, cette croissance peut avoir plusieurs causes différentes, parmi lesquelles une amélioration de la manière dont la loi du 13 août 1990 créant la Commission d'évaluation est perçue, et donc appliquée, par le monde médical.

4. Comme la Commission l'a fait souvent observer, et spécialement dans ses rapports de 2002, de 2004 et de 2006, une étude pluridisciplinaire pourrait essayer d'interpréter l'ensemble de ces données à la lumière d'autres données (démographiques, médicales,

psychologiques, socio-économiques, politiques et culturelles) évaluées par ailleurs. Le danger serait donc de tirer, des données dont la Commission dispose et qu'elle communique dans le présent rapport, des conclusions hâtives. Sous cette réserve, on ne peut cependant qu'être frappé par le fait, d'une part, que la population recensée de la Belgique a augmenté au cours des dernières années, et, d'autre part, que c'est dans la Région de Bruxelles-Capitale qu'ont lieu un peu plus de 25,5 % (soit une augmentation d'environ 1 % par rapport à la période précédente) du total des interruptions de grossesse déclarées (tableau 1.A.4.1 de la première partie), que 33 % (soit une augmentation de l'ordre de 3 % par rapport à la période antérieure) des femmes s'y déclarent en situation de détresse matérielle (tableau 2.1.1.1 de la première partie) et que c'est précisément la région du Royaume qui connaît le taux de chômage le plus élevé. La situation de crise économique dans laquelle la Belgique est entrée pourrait accentuer encore cette évolution. Peut-être une modification de la loi pourrait-elle, en permettant de recueillir des données plus complètes sur les femmes qui recourent à l'IVG, contribuer à mieux cibler le travail spécifique de prévention. On songe à des données plus précises sur la situation de fait, plutôt que d'état civil, sur la situation socio-économique, sur la nationalité.

La Commission se réjouit à cet égard d'avoir pris connaissance de la « Proposition de loi portant modification de la loi du 13 août 1990 visant à créer une commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modifiant les articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogeant l'article 353 du même Code », déposée au Sénat par M. Patrick Vankrunkelsven et Mme Christine Defraigne. (Doc.parl. Sénat, session 2008-2009, n° 4-993/1)

5. Comment faire baisser le nombre des interruptions volontaires de grossesse? Conformément à l'article 1^{er}, § 3, c), de la loi du 13 août 1990, la Commission pense pouvoir répéter les suggestions déjà faites dans son rapport précédent:

a) La prévention des grossesses non désirées, et donc des interruptions de grossesse, passe nécessairement par la promotion du respect de soi-même et de l'autre et par une prise de responsabilité à l'égard d'un tiers potentiel. Les jeunes surtout, aussi bien les garçons que les filles, doivent être conscients de leur fécondité et doivent pouvoir en assumer la responsabilité. Une information spécialisée ainsi qu'une éducation appropriée sont donc indispensables, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du milieu scolaire, pour leur apprendre à appréhender convenablement les relations affectives et sexuelles ainsi que leur fécondité.

L'amélioration de la qualité de cette éducation suppose l'intégration de l'éducation sexuelle et relationnelle dans les programmes de formation des futurs enseignants. Ce n'est que si cette condition est remplie qu'une information actualisée permettant un meilleur accès à toutes formes de contraception pourrait ensuite porter tous ses fruits.

b) La liberté de la femme de choisir entre poursuivre sa grossesse ou l'interrompre doit être garantie à tout moment. A cette fin, il faut mettre les femmes en mesure de résister aux pressions tendant à les inciter à avorter ou à les en empêcher.

Les circonstances financières ne devraient pas non plus entrer en ligne de compte dans la prise de décision.

c) La Commission souligne une fois de plus l'intérêt qu'il y aurait à prendre en compte les suggestions formulées par les institutions, tant centres que cliniques et hôpitaux.

Depuis 1992, la Commission établit tous les deux ans un rapport qui, conformément à la loi qui l'institue, est communiqué au Parlement fédéral. Or, la compétence de prendre des mesures préventives "en vue de diminuer le nombre des interruptions de grossesse" a été en grande partie attribuée aux communautés; bon nombre des suggestions qui précèdent en sont au demeurant l'illustration. La Commission prend donc la liberté, comme elle l'a fait pour le rapport précédent, de communiquer aussi celui-ci aux parlements communautaires.

4. OUVRAGES RECUS

OUVRAGES RECUS

I. RAPPORTS :

a. BELGIQUE :

- BELLENS, R., CRAEYMEERSCH, G., VAN CROMBRUGGE, L., Kollektief Antikonceptie, Jaarverslag 1991, Gand, 1992, 52 p.
- id., Kollektief Anticonceptie, Jaarverslag 1992, Gent, 1993, 28 p.
- id., Kollektief Anticonceptie, Jaarverslag 1993, Gent, 1994, 52 p.
- id., Kollektief Anticonceptie, Jaarverslag 1994, Gent, 1996, 54 p.
- id., Kollektief Anticonceptie, Jaarverslag 1997, Gent, 1999, 56 p.
- Centrum voor Algemeen Welzijn Sjerp VUB., Jaarverslag 1998, 46 p.
- Kind en Gezin, Jaarverslag 2003, 63 blz.
- Kind en Gezin, Het kind in Vlaanderen 2003, 157 blz.
- MORBE, E., De abortuswet en de evaluatiecommissie, schets van de totstandkoming, 2005, 252 blz.
- Kind en Gezin, Het kind in Vlaanderen 2004, 193 blz.
- Kind en Gezin, Het kind in Vlaanderen 2005, 199 blz.
- CRZ, Jaarverslag 2005, 32 blz.
- Avortement : Libertés en danger, Actes du colloque international du 12 décembre 2005 à Bruxelles, FPS
- Kind en Gezin, Het Kind in Vlaanderen 2006, 195 blz
- Kind en Gezin, Het Kind in Vlaanderen 2007, 191 blz
- VAN DEPUTTE, C., Een analyse van de discussie over het al dan niet strafbaar stellen van abortus, licentiaatsverhanling 2006-2007

b. ETRANGER :

CANADA :

Therapeutic Abortions, 1995, Ottawa, 1997, 52 p.

DANEMARK :

- N., Statistik om prevention og aborter 1988, Vitalstatistik, Copenhagen, 1989, 82 p.
- id., 1990, Vitalstatistik, Copenhagen, 1992, 93 p.

FRANCE :

GUIGNON, N., Les interruptions volontaires de grossesse en France de 1980 à 1989, SESI, Bureau ST 1., Paris, 1991, 101 p.

PAYS-BAS :

- N., Jaarverslag van de Geneeskundig Hoofdinspecteur van de Volksgezondheid inzake het toezicht op de naleving van de Wet afbreking zwangerschap, 1987, Tweede Kamer, 1989-90, 18386, n° 33, 34 et 36 ;
- id., 1988, Tweede Kamer, 1990-91, 18386, n° 37, 39 et 41 ;
- id., 1989 -90, Tweede Kamer, 1991-92, 18386, n° 44.
- RADEMAKERS, J., Abortus in Nederland, Jaarverslag landelijke abortusregistratie, 1987-88, Stimezo-onderzoek, Utrecht, 1990, 90 p.
- id., 1989-90, Stimezo-onderzoek, Utrecht, 1992, 62 p.
- id., 1991-92, Stimezo-onderzoek, Utrecht, 1995, 54 p.
- Jaarrapportage 2002 van de Wet afbreking zwangerschap, Staatstoezicht op de Volksgezondheid. Inspectie voor de gezondheidszorg, 18 blz.
- Jaarrapportage 2003, Staatstoezicht op de Volksgezondheid. Inspectie voor de gezondheidszorg, 206 blz.
- Jaarrapportage 2004, van de wet afbreking zwangerschap, Den Haag, augustus 2005. Inspectie voor de Gezondheidszorg, 20 blz.
- Jaarrapportage 2005 van de wet afbreking zwangerschap, Den Haag, oktober 2006. Inspectie van de Gezondheidszorg, 38 blz.
- Jaarrapportage 2006 van de wet afbreking zwangerschap, Den Haag, november 2007. Inspectie voor de Gezondheidszorg, 36 blz.
- Jaarrapportage 2007 van de wet afbreking zwangerschap, Den Haag, november 2008. Inspectie voor de Gezondheidszorg, 36 blz.

ESPAGNE :

- N., Interrupcion Voluntaria Del Embarazo, 1989, Min. Sanidad y Consumo, Madrid, 1991, 336 p.
- id., 1994, Min. Sanidad y Consumo, Madrid, 1995, 248 p.

ROYAUME-UNI :

- N., Abortion statistics, 1990, England and Wales, Series AB n° 217, O.P.C.S., Londres 1991, 73 p.
- N., Abortion Act, 1967, Compendium of Guidance, Department of Health, Londres, 1995, 95 p.

ETATS-UNIS :

N., Reported induced abortions in Wisconsin, 1990, Wisconsin department of Health and Social Services, Madison, 1991.

ROUMANIE :

Abortion and contraception in Romania, A strategic assessment of Policy, Programme and Research Issues, WHO-Geneva 2005, East European Institute for reproductive health, 51 p.

II. ARTICLES GENERAUX ET TRAVAUX

ABELOOS-FOUREZ, M.Th., Onderzoek betreffende de vrouw in noodsituatie in het kader van de wetgeving over de zwangerschapsafbreking, Bruxelles, 1995, 16 p.

Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, Studiedienst en beleidsondersteuning, Cel Vrouwen en Ontwikkeling, Genderverslag 1997-1988, Verslag aan het Parlement, février 1999.

BANKOLE, A., SINGH, S., HAAS, T., Reasons Why Women Have Induced Abortions : Evidence from 27 Countries – International Family Planning Perspectives, 1998.

BANKOLE, A., SINGH, S., HAAS, T., Characteristics of Women Who Obtain Induced Abortion : A Worldwide Review – 1999.

BELIEN, P., Abortus : het grote taboe, Roularta Books, Zellik, 1992.

BELLO, P., DOLTO, C., SCHIFFMANN, A., Contraception, grossesse, IVG, Guide pratique, Editions du Seuil, Paris, 1983, 189 p.

BLAYO, C., L'enregistrement des avortements en Angleterre, au Pays de Galles et au Danemark, Population, 1974, n° 2, p. 326-341.

id., L'avortement légal en France, Populations et Sociétés, janvier 1985, n° 187.

id., L'avortement en Europe, Espace, Populations, Sociétés, 1989-2, p. 225-238.

id., L'avortement en Europe, Vie Sociale, 1992, n° 11-12, p. 5-11.

CAMUS, F., L'avortement en Grande-Bretagne : bilan de la réforme, Vie Sociale, 1992, n° 11-12, p. 51-60.

CENTRUM VOOR FAMILIALE STUDIES, Abortus voor het Parlement, Bruxelles, 1979, 23 p.
id., La Loi Veil : enquête en France, Bruxelles, 1979, 36 p.

CLIQUET, R. (red.), Abortus Provocatus, C.B.G.S., Studies en Documenten, n° 2., De Sikkell, Anvers, 1972, 508 p..

CLIQUET, R., CALLENS, M. (red.), Gezinsvorming in Vlaanderen, C.B.G.S., Monografie 1993/1, Bruxelles, 1993, 178 p.

COCK, P., Hulp bij ongewenste zwangerschap, juridisch en sociaal vademecum (losbladig), Federatie C.G.S.O., Gand, 1991.

de BEAUFORT, I.D., DUPUIS, H.M. (red.), Handboek Gezondheidsethiek, Van Gorcum, Assen - Maastricht, 1988, 681 p.

DEHAENE, T., Zwangerschap uitgewist ?, Over beleving en begeleiding na abortus, Davidsfonds, Louvain, 1998, 126 p.

FEDERATIE C.G.S.O., Abortus 178 p. : waar een wet is, is een weg (vouwfolder), Gand, 1993 .

FRANCOIS, K., Abortus : De Nationale Evaluatiecommissie die toeziet op de abortuswet, Humanistisch Verbond, Anvers, 1994, 116 p.

GACEHPA, La réalité et la pratique de l'avortement en Belgique : enquête réalisée en 1985, Bruxelles, 1987, 24 p.

HENSHAW , S., SINGH , S., HAAS, T., The Incidence of Abortion Worldwide, International Family Planning Perspectives, 1999.

HENSHAW , S., SINGH , S., HAAS, T., Readings on induced abortion , volume 2: a world review 2000, International Family Planning Perspectives and Detailed Tables, Allan Guttmacher Institute, 2001.

INTERNATIONAL PLANNED PARENTHOOD FEDERATION, Progress postponed, Abortion in Europe in the 1990s, Londres, 1993, 173 p.

INTERNATIONAL PLANNED PARENTHOOD FEDERATION, Abortion in Europe, volume 28, n°2, autumn 2000.

KAMINSKI, H., CROST, M., Les interruptions de la grossesse, J. Gynécol.Obstet. Biol. Reprod., Paris, 1991, 20 p. 767-773.

KNÖFERL, Dr. G. e.a., Modellprogramm - "Beratungsstellen § 218", Band 127, Kohlhammer, Stuttgart, 1981, 262 p.

KOLLEKTIEF ANTIKONCEPTIE, Ongewenste Zwangerschap (onthaaltbrochure), Gand, 1993.

MARQUES-PEREIRA, B., L'interruption volontaire de grossesse, Courrier Hebdomadaire n° 1127 et 1128, CRISP, Bruxelles, 1986, 41 + 46 p.

id., L'avortement en Belgique, Editions de l'Université, Bruxelles, 1989, 166 p.

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE DE BELGIQUE, Grossesse en question (brochure d'information), CEDIF et GACEHPA, Bruxelles, 1993, 55 p.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT (I.H.E.) La santé dans la Belgique fédérale et ses communautés, Bruxelles 1993, 191 p.

MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL, Avortement et contraception, démographie, Paris, 1993.

Avortement et application de la loi – Aide-mémoire législatif, Paris, 1996.

L'avortement, un droit à protéger (oppositions et opposants en France), Paris, 1995.

N., L'interruption volontaire de grossesse en centres extra-hospitaliers, Les cahiers du GERM, Collection Expériences et Analyses, GACEPHA, II, 1993, n° 225, Bruxelles, 1993, 42 p.

N., Choosing Abortion, Women's Information Network, Dublin, 1993, 40 p.

PHILIPPE, J., Omtrent abortus, Dagboek van een dokter, EPO, Anvers, 1985, 128 p.

RAHMAN A., KATZIVE L. and HENSHAW S.K., A global review of laws on induced abortion 1985-1997, International Family Planning Perspectives.

RIEMSLAGH, M., VANMECHELEN, B., Abortus voorgoed voorbij ? Lannoo Campus, 2003, 156 blz.

TERRENOIRE, G, L'interruption volontaire de grossesse en Europe, Les cahiers du Comité National d'Éthique, 2001, 7p.

TISSOT, B., VEKEMANS, M., L'interruption de grossesse en Belgique et dans les pays voisins, Bruxelles, 1990, 80 p. + annexes

TOUSSAINT, Ph., (red.), L'avortement, Complexe, Bruxelles, 1973, 195 p.

VAN ASSCHE, E., (red.), Ongewenste Zwangerschap, handboek hulpverlening, ACCO, Louvain, 1992, 170 p.

VAN BILSEN, P.M.A., VISSER, A., Effecten van seksuele voorlichting aan jongeren, een literatuurstudie, I.H.F., Bruxelles, 1993, 82 p.

VAN DEN BERGH, A.S., de methode FINKS, STIMEZO, La Haye, 1977, 157 p.

VAN WESTERING, F., SPANJAARD, H., Zo zit dat, Margriet reeks, De Geïllustreerde Pers, Weert, 1990, 95 p.

VENNER, F., L'opposition à l'avortement - du lobby au commando, BERG INTERNATIONAL, Collection pensée politique et sciences sociales, 1995, 197 p.

VISSER, A., GEERAERT, A., LEHERT, P., Seksualiteit en relatievorming : anticonceptie in België, ACCO, Louvain, 1991, 181 p.

les couples en Belgique, De Boeck Université, Bruxelles, 1993 VISSER, A., GEERAERT, A., LEHERT, P., Sexualité et contraception : Les relations dans, 174 p.

WITTE, E., De liberalisering van de abortuswetgeving in België (1970-1990), Rapporten en perspectieven omtrent Vrouwenstudies, n° 4., VUB Press, Bruxelles, 1993.

ZUCKER-ROUVILLOIS, E., La loi française sur l'interruption volontaire de grossesse: sa construction, Vie Sociale, 1992, n° 11-12, p 13-50.

**COMPOSITION DE LA COMMISSION NATIONALE D’EVALUATION DE LA LOI DU
3 AVRIL 1990 RELATIVE A L’INTERRUPTION DE GROSSESSE
(A.R. DU 29 NOVEMBRE 2002)**

Membres effectifs :

1° en tant que docteurs en médecine :

- M. Marc Cosyns (N)
- M. Alfons Van Orshoven (N)
- M. Serge De Cooman (F)
- Mme Lise Thiry (F)
- M. Paul Deschepper (N)
- Mme Chantal Kortmann (N)
- Mme Annie Champion (F)
- Mme Françoise Kruijten (F)

2° en tant que professeurs de droit dans une université belge ou avocats :

- M. Herman Nys (N)
- M. Roger Lallemand (F)
- M. Jules Messinne (F) - Président
- Mme Jacqueline Dalcq-Depoorter (F)

3° en tant qu’issus de milieux chargés de l’accueil et de la guidance des femmes en état de détresse :

- Mme Karen François (N)
- Mme Arlette Geuens (N)
- Mme Trees Dehaene (N) - Présidente
- Mme Monique Rifflet (F)

Membres suppléants :

1° en tant que docteurs en médecine :

- M. Paul Devroey (N)
- M. Guido Van Hoorde (N)
- M. Luc Rogiers (F)
- Mme Isabelle Salmon (F)
- M. Luc Kiebooms (N)
- Mme Maria Goossens (N)
- Mme Mireille Fontanieu (F)
- Mme Véronique Lheureux (F)

2° en tant que professeurs de droit dans une université belge ou avocats :

- M. Stefaan Callens (N)
- M. Patrick Mandoux (F)
- M. Pierre Jaumotte (F)
- Mme Pascale Vielle (F)

3° en tant qu'issus de milieux chargés de l'accueil et de la guidance des femmes en état de détresse :

- Mme Griet Demeestere (N)
- Mme Simonne Janssens-Vanoppen (N)
- Mme Elly Van Assche (N)
- Mme Claire Quevrin (F)

**COMPOSITION DU CADRE ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION
NATIONALE D’EVALUATION DE LA LOI DU 3 AVRIL 1990
RELATIVE A L’INTERRUPTION DE GROSSESSE
(A.R. DU 29 NOVEMBRE 2002)**

Mme Anne-Marie Sacré-Bastin - secrétaire (F)
Mme Marie-Jeanne Ribbens - secrétaire (N)
Mme Karine Delatte (F)
Mme Lydie Cappelmans (F)
Mr. Kristiaan Coppens (N)
Mme Céline Lievens (N)